

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 465 du 15.06

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 Elaine C. Hagopian : Pourquoi le Hamas n'est pas la question ?

1-2 Jonathan COOK : Uzi Arad (le conseiller de Netanyahu) sort de l'ombre...

1-3 René Naba : Israël/Marwane Barghouti : Du calendrier comme fonction traumatique.

1-4 Pierre Barbancey : Les pressions s'accroissent sur Netanyahu.

1-5 Myriam Abraham : Israël, 4ème pays le Plus Dangereux au Monde, pourrait Disparaître Tranquillement d'Ici 20 Ans

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 « Plomb durci » : des tonnes d'Uranium Appauvri et d'autres produits cancérigènes déversées sur la bande de Gaza

2-2 A Gaza, le génocide à l'Uranium Appauvri a commencé avec les bombes "GBU-39" fournies par les Etats-Unis.

2-3 Daniel Vanhove. L'asphyxie de Gaza continue.

2-4 Voilà à quoi servent l'UE/OTAN, les députés européens et leur régime égyptien.

2-5 Sherine Sheikh Khalil parle des « horribles » conditions de détention dans les prisons israéliennes.

2-6 L'autre mur des lamentations.

2-7 Marcy Newman : Al-Khalil : colonialisme et le terrorisme sioniste.

2-8 Omar Barghouti: "L'appel palestinien au boycott d'Israël devient de plus en plus populaire".

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Elaine C. Hagopian : Pourquoi le Hamas n'est pas la question ?

Comment peut-on expliquer l'horrible sort qui a frappé la bande de Gaza emprisonnée - une terre saturée de gravats et de parties de corps – bombardée de façon intensive depuis les airs, envahie par la terre et attaquée par la mer ?

En examinant l'histoire, les "explications" des autorités israéliennes ne sont pas crédibles

Point d'Histoire.

Israël a conquis et occupé la bande de Gaza (avec la Cisjordanie et Jérusalem-Est) en 1967. Le Hamas est une émanation des Frères Musulmans Égyptiens. Dans la bande de Gaza, il a fourni un réseau d'institutions de protection sociale pour aider les pauvres.

Au cours de la première Intifada palestinienne (littéralement "se débarrasser" de l'occupation), le Hamas a créé une branche de résistance armée. Israël et les États-Unis y étaient favorables et ont accueilli les dirigeants islamiques du Hamas comme une force d'opposition à la faction laïque du Fatah dominante à l'époque de l'Intifada dans l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP).

Quand le Hamas s'est renforcé plus tard, Israël a inversé le processus.

Point d'Histoire. Toute leur vie, les Palestiniens ont toujours résisté à la domination israélienne. La résistance à Gaza a été particulièrement difficile pour Israël.

Dans les années 1970, avant le Hamas, Ariel Sharon a été chargé de "pacifier" Gaza. Sharon a imposé une politique brutale de répression, en faisant exploser des maisons, en rasant au bulldozer de vastes parties des camps de réfugiés, en imposant de graves châtiments collectifs et en emprisonnant des centaines de jeunes Palestiniens.

La domination et le colonialisme sont contraires à la Charte des Nations Unies. La légitimité de la lutte pour l'autodétermination des peuples sous domination coloniale et étrangère a été réaffirmée dans la résolution 2787 de l'Assemblée Générale des Nations Unies (6 Décembre 1971). Comme d'autres avant eux, les Palestiniens ont et exercent leur droit moral et juridique de résister.

Point d'Histoire. En 2005, Israël a retiré ses colons illégaux de la bande de Gaza. Des universitaires israéliens comme Uri Davis, Ilan Pappé et Tamar Yaron avaient fait remarquer à l'époque dans un article paru sur Counterpunch que le principal motif de l'évacuation des colons était de les retirer du danger, en prévision d'une future attaque massive contre Gaza.

Point d'Histoire. Après que le Hamas ait remporté les élections de 2006, sa direction a accepté une solution à deux États sur la base des frontières d'avant la guerre du 4 Juin 1967, mais cela était inacceptable pour Israël. Auparavant, Israël avait anéanti le leader laïque du Fatah et de l'Autorité Palestinienne, le Président Arafat, parce qu'il n'avait pas voulu, à Camp David en Juillet 2000, se conformer à ses exigences d'accepter le contrôle israélien permanent sur la vie et la terre des Palestiniens confinés dans des enclaves. Le Hamas est devenu le nouveau défi pour Israël.

L'histoire montre qu'Israël n'acceptera pas un État palestinien souverain sur n'importe quelle partie de la Palestine historique. Le Hamas n'est pas la question. Tous les dirigeants palestiniens, tôt ou tard, laïques ou islamiques, sont déclarés des partenaires inacceptables pour la paix, peu importe ce qu'ils concèdent à Israël. Qu'Israël se cache aujourd'hui derrière la "menace islamiste du Hamas" pour la détruire comme un partenaire potentiel est devenu plus clair.

Aujourd'hui, les "forces de sécurité" du Fatah du président de l'Autorité Palestinienne, Abbas, sont utilisées contre les partisans du Hamas sous prétexte qu'Abbas pourrait être accepté par Israël comme un « partenaire » satisfaisant, sans le Hamas.

Avant et après que le Hamas ait remporté les élections de 2006, Abbas n'a pas mieux réussi qu'Arafat bien qu'il ait fait plus de concessions.

En fait, le nouveau livre de Jonathan Cook, «Disappearing Palestine», décrit la persistance de la stratégie israélienne pour parvenir à la diminution de la Palestine.

Néanmoins, Abbas continue de se soumettre aux demandes israélo-américaines, bien qu'il soit critiqué par son peuple et humilié par ses gardiens.

Le tableau change quand on regarde l'histoire. On traite de plus en plus les crimes de guerre israéliens comme des événements historiquement détachés, sans lien avec son idéologie sioniste et sa stratégie militaire pour contrôler l'ensemble de la Palestine.

Israël a le choix : en acceptant maintenant les droits des Palestiniens, en vertu du droit international et en abandonnant son idéologie exclusiviste et son militarisme, Israël assurera l'avenir de son peuple dans un Israël/Palestine, ou en poursuivant sa politique actuelle de répression impitoyable envers les Palestiniens autochtones et en leur refusant l'autodétermination, il cultivera une intensification de la résistance dure. Israël a toujours opté pour le second choix.

Est-ce que le président élu Obama aura le courage d'aider Israël à choisir la première solution ?

Mohammed, 6 ans, marche avec détermination vers sa chambre, met un disque d'un chant du Fatah, ramasse un fusil en bois et sort sur le balcon. Il pointe son fusil vers le ciel où quelques minutes plus tôt, des avions israéliens avaient survolé des sites de réfugiés palestiniens en larguant des bombes.

Mohammed m'a dit qu'il voulait être un pilote, comme ça il pourrait se battre contre les avions israéliens. Mais Mohammed, les Palestiniens n'ont pas d'avions".

"Cela m'est égal, je me battrai contre eux de toutes les façons possibles." A ce moment-là, était-ce la naissance d'un combattant de la résistance ou était-il un «terroriste» ? (Beyrouth 1973)

[Elaine C. Hagopian](#)

05 Juin

Elaine C. Hagopian est Professeur Emérite de Sociologie, Simmons College, Boston

Traduction : MG pour ISM

Source : [Counterpunch](#)

1-2 Jonathan COOK : Uzi Arad (le conseiller de Netanyahu) sort de l'ombre...

Comme on pouvait s'y attendre de la part d'un ancien haut responsable de l'agence d'espionnage d'Israël, le Mossad, Uzi Arad - le conseiller politique qui bénéficie de la plus grande confiance de Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien – avait pris l'habitude être dans l'ombre pour exercer son influence.

Mais c'est en train de changer rapidement.

Arad a joué un rôle prédominant dans la préparation de l'adoption des positions intransigeantes de Netanyahu pour son voyage aux USA et sa rencontre avec Barack Obama, le président US, qui cherche à faire avancer le plan de paix au Moyen-Orient.

Arad, qui a été récemment nommé à la tête d'un Conseil de sécurité nationale d'Israël relooké, supervisera une organisation que Netanyahu considère comme le pilier de la politique étrangère et sécuritaire du nouveau gouvernement.

Amir Oren, un analyste militaire, a noté que, compte tenu de l'instabilité de la coalition de Netanyahu, Arad " va vraisemblablement émerger comme un conseiller puissant d'un gouvernement faible".

Arad a ouvertement rejeté la création d'un État palestinien de même qu'il a fait la promotion de l'option militaire contre l'Iran, des positions que le Premier ministre israélien partage, semble-t-il, et qui seront à la base de possibles confrontations dans les mois qui viennent avec l'administration Obama.

Arad est également l'une des quelques rares personnalités de haut rang à faire partie du Groupe de Travail sur l'Iran de Netanyahu, groupe chargé de définir une stratégie pour s'occuper de Téhéran et ses supposées ambitions de fabriquer des armes nucléaires.

Cela va rendre nerveux certains en Israël. Les points de vues de faucon qui ont rendu Arad indispensable à Netanyahu lui ont également valu de se faire plusieurs opposants de haut niveau.

Arik Carmon, fondateur de l'Israel Democracy Institute, a décrit la proposition d'Arad d'arranger des "échanges de territoires" pour dépouiller une partie de la minorité palestinienne de sa citoyenneté israélienne comme étant "raciste".

Alon Liel, un ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères, a qualifié les efforts d'Arad pour faire dérailler les négociations récentes avec la Syrie en exigeant une poursuite de l'occupation du Golan comme " ridicules et vicieux."

En 2007, avant son ascension publique, Arad a aussi alimenté des spéculations inquiétantes à propos de plans israéliens de frappes militaires contre Téhéran, après qu'il les eut décrites comme "plus facile que ce que vous pensez." Il avait ajouté qu'une large palette de cibles iraniennes était légitime.

Mais malgré l'adoption par Arad d'opinions qui, par bien des aspects, sont celles d'Avigdor Lieberman, le chef du parti d'extrême droite Yisrael Beiteinu, et ministre des Affaires étrangères de Netanyahu, peu de personnes émettent des doutes sur la constante loyauté du Premier ministre à son égard.

Signe de cet engagement, Netanyahu a poussé à la nomination d'Arad comme conseiller national à la sécurité, un poste qui nécessite d'être pratiquement en contact continu avec les Usaméricains, au risque de provoquer une crise diplomatique avec la Maison Blanche d'Obama.

Arad avait été interdit d'entrée sur le territoire US par l'administration Bush après avoir été impliqué dans un scandale d'espionnage. On a rapporté qu'un officier du Pentagone, Larry Franklin, condamné en 2006 pour avoir transmis des secrets sur l'Iran au groupe de lobbyistes pro- israéliens AIPAC, avait fréquemment rencontré Arad. Quand la secrétaire d'état US, Hillary Clinton, est arrivée à Jérusalem en avril pour des rencontres avec Netanyahu, alors Premier ministre désigné, son personnel a discrètement suggéré le départ d'un responsable lors de ces rencontres - signe que la présence d'Arad n'était pas la bienvenue. Au lieu de cela, Netanyahu a fait sortir l'ambassadeur israélien aux US, Sallai Meridor, qui a démissionné peu après.

L'administration Obama a depuis rétabli le visa d' Arad et approuvé sa réhabilitation politique de sorte qu'il puisse rencontrer régulièrement son homologue usaméricain, le Général James.Jones. Arad a passé plus de 20 ans au Mossad, travaillant la plupart du temps au département renseignement, avant d'être nommé comme conseiller en matière de politique étrangère de Netanyahu, lors du premier mandat de ce dernier dans les années 90.

Il a aussi été un proche associé d'un laboratoire à idées néoconservateurUS à New York, le *Hudson Institute*, dans les années 70.

Mais, paradoxalement, son influence sur la pensée israélienne - à la fois sur les décideurs politiques et le public - a pu s'accroître pendant ses années passées dans l'opposition, après la chute du premier gouvernement Netanyahu en 1999. C'est à ce moment là qu'il a créé laboratoire à idées influent, l'Institute for Policy and Strategy, au Centre Interdisciplinaire d'Herzliya. Cet institut organise une conférence annuelle, dévolue à "l'équilibre de la sécurité nationale d'Israël" qui est devenue l'évènement le plus important sur l'agenda israélien des politiciens, généraux, et diplomates, de même qu'elle attire des invités étrangers de haut niveau .

Depuis la première rencontre organisée en 2000, les conférences ont servi à définir les principales questions sécuritaires auxquelles Israël est supposé devoir faire face, reflétant de près les propres obsessions majeures d'Arad. En tête de celles-ci, les craintes concernant la menace démographique pesant sur le caractère juif d'Israël à cause du taux de natalité des Palestiniens à la fois dans les territoires occupés et parmi les citoyens palestiniens vivant en Israël même, et le danger posé sur l'hégémonie israélienne dans la région par l'acquisition d'une bombe nucléaire par l'Iran.

Uzi Arad est aussi le président-fondateur du Forum atlantique (entendez "atlantiste") d'Israël.

Signe de son opposition implacable à tout État palestinien, Arad a récemment dit à un intervieweur: "nous voulons nous défaire du fardeau des populations palestiniennes, pas des territoires".

Il a suggéré qu'on exige des Palestiniens qu'ils deviennent économiquement autonomes dans l'espoir que leurs dirigeants soient forcés de faire la promotion des méthodes de planning familial pour réduire la population. Son leitmotiv sur les besoins des Palestiniens c'est " un homme, un travail " avant " un homme, un vote". Il a aussi fait la promotion d'un échange territorial complexe impliquant Israël, l'Autorité Palestinienne, et l'Egypte, qui aboutirait à la relocalisation de nombreux Palestiniens dans le Sinaï pour qu'Israël puisse prendre le contrôle de parcelles de la Cisjordanie.

Mais sa plus grande animosité est tournée contre l'Iran - une antipathie apparemment partagée avec le Premier ministre israélien. Par le passé, il a appelé à une " dissuasion maximum" dont des menaces de frapper " tout ce qui a de la valeur" en Iran, y compris les "sites les plus sacrés".

Alors que l'avion de Netanyahou atterrissait à Washington dimanche 17 mai, Arad a déclaré aux journalistes présents que Téhéran " posait une menace "existentielle" à Israël, et que toutes les options sont effectivement sur la table".

Jonathan COOK :

Traduit par Myriam Abraham.

Édité par Fausto Giudice

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=7792&lg=fr>

1-3 René Naba : Israël/Marwane Barghouti : Du calendrier comme fonction traumatique.

Cinq peines de prison à vie et une peine de sûreté incompressible de quarante ans de détention, soit, pour une durée de vie moyenne de 60 ans, un total de 340 années de détention, record mondial absolu de tous les temps. Il faudra donc à Marwane Barghouti, le chef de la jeune garde palestinienne, plus de trois siècles de vie pour purger la peine que lui a infligée dimanche 6 juin 2004 la justice israélienne.

Trois siècles pour purger un crime imprescriptible le «crime de patriotisme».

La sentence est sans surprise, tant par sa lourdeur que par le choix du jour du verdict.

Le patriotisme palestinien est une matière corrosive, le principal obstacle à l'expansionnisme israélien, la peine peut paraître dans ce contexte justifiée dans la logique hégémonique israélienne et de la fonction traumatique du verdict.

Il n'a échappé à personne que la sentence est tombée le jour où la planète entière ce dimanche là avait les yeux rivés sur les plages de Normandie où les anciens alliés de la Deuxième Guerre mondiale -Américains, Anglais, Français et Russes- scellaient leur réconciliation avec leur ancien adversaire allemand.

Luxe de raffinement ou de sadisme?

Le verdict israélien contre l'un des symboles du combat national palestinien est intervenu le jour anniversaire de Marwane Barghouti. Il singularise ainsi Israël en plaçant ce pays à contre-courant d'une tendance générale au dépassement des conflits hérités de la guerre froide.

Mais ce verdict de guerre n'est pas le fruit d'un hasard fortuit. La bataille dans l'ordre symbolique revêt une importance primordiale dans le contexte de guerre totale que livre Israël, car elle détermine, au delà d'une lecture linéaire de l'actualité, l'issue d'un combat capital, la bataille pour la captation de l'imaginaire arabe et partant la soumission psychologique de ses adversaires. Dans cette guerre psychologique, deux dates ont une fonction traumatique dont Israël en use régulièrement à l'encontre de ses ennemis à la manière d'un coup de butoir répétitif afin d'intérioriser l'infériorité arabe et d'ancrer dans l'opinion l'idée d'une supériorité permanente israélienne et partant d'une infériorité irrémédiable arabe.

La grande date traumatique est celle de la bretelle du 5-6 juin surchargée d'histoires: Sur cette date se concentre en effet la troisième guerre israélo-arabe de juin 1967, la destruction de la centrale nucléaire irakienne de Tammouz, le 5 juin 1981, ordonnée par Menahem Begin pour tester les réactions du nouveau président socialiste français François Mitterrand, le lancement de l'opération «Paix en Galilée» contre le Liban, le 6 juin 1982, visant à débayer la voie à l'élection à la présidence libanaise du chef phalangiste libanais Bachir Gemayel, enfin le 6 juin 2004 la lourde condamnation de Marwane Barghouti.

La Guerre de juin 1967, première guerre préemptive de l'histoire contemporaine, a permis à Israël, --déjà à l'époque première puissance militaire nucléaire du Moyen-Orient et non «le petit David luttant pour sa survie contre un Goliath arabe»--, de s'emparer de vastes superficies de territoires arabes (le secteur Est de Jérusalem, la Cisjordanie, la Bande de Gaza, le plateau syrien du Golan et le désert égyptien du Sinaï) et de briser l'élan du nationalisme arabe. Mais elle a du même coup accéléré la maturation de la question palestinienne et favorisé l'émergence du combat national palestinien qui demeure encore de nos jours, 42 ans après, le principal défi qui se pose à Israël.

La guerre du Liban de juin 1982, culminant avec un siège de 56 jours de la capitale libanaise, si elle a provoqué la perte du sanctuaire libanais de l'Organisation de Libération de la Palestine et le départ forcé de Yasser Arafat de Beyrouth, elle a dans le même temps donné naissance à une résistance nationale libanaise armée symbolisée par le Hezbollah (le Parti de Dieu) qui forcera dix huit ans plus tard l'invincible armée israélienne à une retraite sans gloire du sud-liban, le 25 mai 2000, premier dégagement militaire israélien d'un territoire arabe non assorti d'un traité de paix. L'allié des Israéliens a bien accédé à la magistrature suprême, mais pour une présidence éphémère toutefois. Bachir Gemayel sera tué dans un attentat à la veille de sa prise de pouvoir et les Israéliens éclaboussés par les massacres des camps palestiniens de Sabra-Chatila qui ont suivi son assassinat.

L'autre date traumatique de la guerre psychologique anti-arabe menée par Israël est celle de la bretelle du 11-13 avril, date d'une triple commémoration: la première, celle du raid israélien contre le centre de Beyrouth, le 11 avril 1973, qui a entraîné l'élimination de trois importants dirigeants de l'OLP Kamal Nasser son porte-parole, Abou Youssef Al-Najjar, son ministre de l'Intérieur ainsi que Kamal Adwane, le responsable des organisations de jeunesse, la deuxième, celle du déclenchement de la guerre civile inter factionnelle libanaise deux ans plus tard, le 13 avril 1975, la troisième, celle du raid aérien américain sur Tripoli (Libye), le 13 avril 1986, puis ultérieurement l'imposition du boycottage de la Libye par les Nations Unies le 13 avril 1992.

La condamnation de Marwane Barghouti, un des rares dirigeants palestiniens bilingues arabo-hébraïque, a éliminé de la vie politique active l'un des plus brillants représentants de la relève palestinienne, l'antithèse des bureaucrates corrompus à la représentativité problématique. Mais elle répond surtout à une fonction traumatique. Par son excès toutefois, le verdict est lourd de conséquences en termes d'images pour les Israéliens, encombrés désormais d'un prisonnier charismatique et galvaniseur. Liant sa libération au triomphe qu'il juge inéluctable de la lutte du peuple palestinien, Marwane Barghouti n'a pas voulu se laisser enfermer dans la logique de ses adversaires. Prenant le contre argument de ses ennemis par une opération de retournement psychologique, il a salué sa condamnation comme une victoire morale des combattants palestiniens sur leurs bourreaux israéliens. En le victimisant, les Israéliens l'ont transformé en symbole et les géôliers israéliens sont devenus ainsi, au regard de ses nombreux sympathisants dans le monde, les propres captifs de leur prisonnier palestinien. Avec en prime un symbole encombrant à gérer.

Le hasard favorise parfois le calendrier, la coïncidence apparaît alors comme un signe du destin. Marwane Barghouti a été condamné à la détention à perpétuité le jour du décès de l'ancien président américain Ronald Reagan, celui-là même qui avait dit «Bye Bye l'OLP», le jour de l'évacuation des Fedayin de la capitale libanaise en septembre 1982. En 25 ans les Fedayin se sont transformés en Moudjahiddine et le fait national palestinien a survécu à Ronald Reagan.

Un clin d'oeil de l'histoire? Un symbole vit de sa propre vie en dehors de son porteur et la lutte des peuples pour leur survie obéit à d'autres paramètres que ceux engrangés dans les ordinateurs sophistiqués de la guerre intelligente. Le moteur du combat d'un peuple pour sa survie est la dignité. L'honneur, la sève qui nourrit sa résistance. Ces paramètres là sont par essence non quantifiables. Ils échappent par définition à toute mise en équation. Marwane Barghouti en a fait l'éclatante démonstration lors du verdict traumatique du 6 juin 2004. En 42 ans, les coups de butoir répétitifs israéliens ont eu donc des résultats mitigés, parfois même en contradiction avec l'objectif visé. Tout au long de ce conflit, Israël a veillé à s'assurer la maîtrise du récit médiatique et le monopole de la compassion universelle pour les persécutions dont les Juifs ont été les victimes au XIX^{me} et XX^{me} siècles en Europe. Mais la destruction de la ligne Bar Lev par les Egyptiens lors de la Guerre d'octobre 1973 a libéré les Arabes de la peur panique que leur inspirait l'Etat Hébreu, et, avec les volontaires de la mort, les bombes humaines qui ont fait 914 morts du côté israélien lors de la deuxième Intifada palestinienne (2000-2003), la peur est désormais équitablement répartie entre les deux camps, alors que, parallèlement, les massacres des Palestiniens de Sabra et Chatila, en 1982, ont brisé le mythe de la «pureté des armes israéliennes» et le dégagement militaire du Sud du Liban, le «mythe de l'invincibilité israélienne».

Le temps historique n'est pas réductible au temps médiatique. Israël, durant le premier demi-siècle de son indépendance (1948-2000), a été victorieux dans toutes les guerres qui l'ont opposé aux armées conventionnelles arabes, mais la tendance s'est inversée depuis le début du XXI^{me} siècle, avec la mise en oeuvre de la stratégie de la guerre asymétrique. Toutes ses confrontations militaires avec ses adversaires arabes se sont depuis lors soldées par des revers militaires, que cela soit au Liban, en 2006, contre le Hezbollah chiite libanais, ou en 2008 à Gaza, en Palestine, contre le Hamas sunnite palestinien.

Longtemps sous la coupe des états arabes, les Palestiniens ont livré dans leur ghetto de Gaza, en décembre 2008, leur première guerre indépendante de toute tutelle. Désastreux sur le plan humain pour les Palestiniens, ce combat solitaire et solidaire de toutes les formations de la guérilla, y compris le Fatah de Mahmoud Abbas, et les formations marxistes, a néanmoins suscité un regain de sympathie internationale envers la revendication nationale palestinienne et placé sur la défensive les gouvernements arabes. Désastreuse pour les Israéliens, sur le plan moral, l'expédition punitive israélienne continuera de produire ses effets corrosifs aussi longtemps que les pays occidentaux feront l'impasse sur les violations israéliennes au prétexte d'assurer «la sécurité d'Israël» et de le ravitailler en armes, sans prendre en compte l'insécurité que son bellicisme débridé génère à son environnement, ni brider la colonisation rampante de la Palestine. Aussi longtemps qu'ils continueront de témoigner de leur mansuétude à l'égard de leur gendarme régional, générateur en chef du Hamas par quarante ans d'occupation illégale et abusive de la bande de Gaza, anciennement sous souveraineté égyptienne.

La sophistication de la guerre psychologique menée depuis près de soixante ans par Israël ne saurait masquer la réalité. Israël vit une situation schizothymique: Un état de Droit, certes, mais exclusivement à l'égard de ses citoyens de confession juive, un état d'apartheid à l'égard de la composante palestinienne de sa population, une zone de non droit et de passe droit dans ses colonies et sur la scène régionale, au point que bon nombre d'observateurs, pas uniquement arabes, pas uniquement musulmans, tendent à le considérer comme l'état voyou N°1 sur la scène internationale.

Pour audacieuse que soit sa vision du monde et novatrice sa démarche, le président Barack Obama se devrait de savoir :

- que le monde arabo musulman n'a pas le monopole de la terreur aveugle, comme en témoigne la vitrification de Hiroshima et Nagasaki (Japon) et de Dresde (Allemagne), cibles urbaines d'innocentes victimes civiles ;
- que la «génération des lanceurs de pierre», véritable déclencheur de la première «Intifada» palestinienne en

1987, puis de la deuxième Intifada en 2000, a surgi dans la foulée de l'invasion israélienne du Liban en 1982 visant à démanteler les structures de l'Organisation de libération de la Palestine ;
-que les «volontaires de la mort» ne sont nullement animés exclusivement d'une «idéologie du mal», sebn l'expression du premier ministre britannique Tony Blair, ou d'une «culture de la mort», selon la thématique saoudo américaine, mais aussi et sans doute dans les mêmes proportions d'une aversion profonde à l'égard de la morgue occidentale et que les «bombes humaines» constituent surtout une réponse inhumaine à la non-reconnaissance de l'humanité des interlocuteurs légitimes de la cause palestinienne;
-que les combattants islamiques tant du Hamas que du Hezbollah que les partisans du chef chiite irakien Moqtada Sadr appartiennent à une génération que la promesse la plus alléchante ne saurait dévier de leur trajectoire, tant en Irak qu'au Liban, qu'en Palestine, aussi longtemps que la boulimie annexionniste d'Israël n'aura pas été bridée, aussi longtemps que la dignité du peuple palestinien et des autres peuples arabes sera bafouée.

Aussi longtemps que sera proposé un état croupion palestinien pour solde de tout compte à la spoliation de la Palestine. Aussi longtemps enfin que Mme Hillary Clinton, Secrétaire d'Etat américain, en tournée au Moyen-Orient, de même que son prédécesseur républicain Condoleeza Rice, se précipiteront à Beyrouth pour fleurir la tombe de Rafic Hariri, l'ancien premier ministre libanais assassiné, tout en persistant à négliger à leur passage à Ramallah (Cisjordanie), le mausolée de Yasser Arafat, le symbole de la renaissance du peuple palestinien. Aussi longtemps que les dirigeants occidentaux autoproclamés «amis du peuple palestinien» s'appliqueront à contourner Ramallah, siège du pouvoir légal palestinien, pour rencontrer Mahmoud Abbas à Jéricho, comme ce fut le cas de Nicolas Sarkozy lors de son voyage en juin 2008, toujours dans le même but d'éviter le Mausolée de Yasser Arafat, comme si un Prix Nobel de la Paix palestinien constituait une monstruosité infamante, comme si le porte étendard de la revendication nationale palestinienne était pestiféré même au delà de la mort. Une génération de combattants qui pense -et avec elle bon nombre d'adultes pas nécessairement uniquement arabes ou musulmans- qu'il existe un lien entre les attentats de Londres, de Madrid et d'ailleurs, --contrairement à la thèse défendue par Tony Blair--, un lien même entre les attentats de Londres et la Palestine, au-delà, un lien par ricochet avec la promesse Balfour, une promesse anglaise à l'origine de la création de l'Etat d'Israël.

Par glissement successif, Israël a été perçu dans un premier temps comme un fait colonial, le «coup de poignard» de l'Europe au coeur du Monde arabe, puis le bras armé de l'Amérique, enfin le «levier stratégique» de l'Occident dans la zone, son croquemitaine. Sauf à vouloir se vivre en forteresse assiégée, une telle image paraît difficilement compatible avec une éventuelle intégration régionale, malgré toutes les barrières de sécurité et les murs de séparation, malgré toutes les rodomontades de tous les militaires ou paramilitaires qui se sont succédés à la tête du gouvernement israélien (Menahem Begin, Itzhak Shamir, Itzhak Rabin, Ehud Barak, Ariel Sharon), malgré le soutien intempestif de leurs relais au sein de la diaspora juive et de la communauté des chrétiens sionistes, de l'ordre de 70 millions de personnes dans le monde, et la servitude résignée de bon nombre de dirigeants arabes.

Le refuge des juifs, des rescapés des camps de la mort et des persécutés, le pays du Kibboutz socialiste et de la fertilisation du désert, des libres penseurs et des anticonformistes est devenu, aussi, au fil des ans, un bastion de la religiosité rigoriste, des illuminés et des faux prophètes, de Meir Kahanna (Ligue de la Défense Juive) à Baruch Goldstein, l'auteur de la tuerie d'Hébron, le 25 février 1994, des gangs mafieux et des repris de justice, des Samuel Flatto-Sharon à Arcadi Gaydamak. Un phénomène amplifié par la décomposition de l'esprit civique, gangrené par l'occupation et la corruption affairiste des cercles dirigeants, matérialisé par le naufrage du parti travailliste, le «parti des pères fondateurs», et la cascade de démission au plus haut niveau de l'état soit pour harcèlement sexuel, soit pour des faits en rapport avec l'argent illicite.

La propulsion d'Avigor Libermann sur le devant de la scène politique israélienne constitue à cet égard une illustration caricaturale du «Droit au retour» dans son extravagance la plus criante, en ce qu'elle confère à un ancien videur de boîtes de nuit de Kiev, du seul fait de sa judéité, et, au détriment des habitants originels du pays, une part du destin du Moyen orient. Elle constitue par là même la marque de l'aberration du projet sioniste dans ses manifestations les plus extrêmes, l'échec patent du projet occidental.

Près de cent ans après sa fondation, le Foyer National Juif apparaît ainsi rétrospectivement comme la première opération de délocalisation de grande envergure opérée sur une base ethnico religieuse en vue de sous traiter au monde arabe l'antisémitisme récurrent de la société occidentale.. Et la Palestine, dans ce contexte, est devenue un immense défouloir de toutes les frustrations recuites générées des bas fonds de Kiev (Ukraine) et de Tbilissi (Géorgie) au fin fond de Brooklyn (Etats-Unis), la plus grande prison du monde, le plus grand camp de concentration à ciel ouvert pour les Palestiniens, les propriétaires originels du pays. Le droit à l'existence d'Israël ne saurait impliquer un devoir d'anéantissement du peuple palestinien, ni son droit à la sécurité, l'insécurité permanente des pays arabes.

Curieux cheminement que celui des rescapés des Ghettos de Varsovie et d'ailleurs que de «s'emmurer» (2) en terre d'Orient, comme le signe d'une impasse de la société israélienne soixante ans après la transformation de son «Foyer National» en état indépendant. La mobilisation identitaire constitue la marque d'une crise interne du système politique, la ghettoïsation, la marque d'une régression car elle entraîne une éviction de l'intrus et non la reconnaissance de l'autrui. Une équation à tous égards réversible.....tant qu'il est encore temps.

Notes:

1. Le 25 février 1994, Baruch Goldstein, un médecin, colon juif d'origine américaine installé à Kyriat Arba, colonie forteresse fief de la colonie orthodoxe implantée à l'entrée d'Hébron, pénètre dans la mosquée bondée d'Abraham, située dans la ville biblique d'Hébron en Cisjordanie. Au cri de "Joyeux Pourim", il vide trois chargeurs

de 30 cartouches à l'aide de son fusil d'assaut automatique sur l'assistance constituée de quelque 800 Palestiniens en prière, tuant 29 personnes et en blessant 150 autres avant d'être battu à mort. Fidèle de longue date du groupe fondamentaliste radical juif, le mouvement "Kach", Baruch Goldstein était motivé par un mélange compliqué de ce qui ressemble à des considérations inextricables de nature politique et religieuse, alimentées par le fanatisme et par un sentiment aigu de trahison en constatant que son Premier ministre était en train de "conduire l'État juif hors du patrimoine légué par Dieu et vers un danger mortel". Le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, s'exprimant au nom de la grande majorité des Israéliens, exprima son dégoût, sa révolte, ainsi que sa profonde tristesse à l'égard de l'acte commis par un "fanatique dérangé", tandis qu'une grande proportion des colons orthodoxes militants ont qualifié Goldstein d'homme juste et lui ont conféré la dignité de martyr.

2. « Les Emmurés, la société israélienne dans l'impasse » de Sylvain CYPEL, journaliste au quotidien Le Monde. Editions La découverte Février 2005

Ainsi que « Destins croisés, Israéliens, Palestiniens, l'Histoire en partage » de Michel Warshawski, préface d'Avraham Burg- Editions Riveneuve Avril 2009

René Naba

05/06/2009

<http://renenaba.blog.fr/2009/06/05/israel-marwane-barghouti-du-calendrier-comme-fonction-traumatique-6241519/#more6241519>

1-4 Pierre Barbancey : Les pressions s'accroissent sur Netanyahu.

Alors que l'émissaire américain est dans la région réitérant les exigences de Washington en faveur d'un État palestinien, le premier ministre subit des désaveux jusque dans son propre camp.

Si la roue n'a pas encore complètement tourné pour Israël, le premier ministre Benjamin Netanyahu est en tout cas sous pression depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. Le discours du président américain, prononcé au Caire la semaine dernière, n'a fait que confirmer les craintes israéliennes. Washington réaffirme son soutien indéfectible à Tel-Aviv mais se fait plus exigeant. Quelques jours après avoir reçu Netanyahu à la Maison-Blanche, et alors qu'il se trouvait en compagnie du président palestinien Mahmoud Abbas, Barack Obama rappelait : « Ce que j'ai dit au premier ministre Netanyahu est que chaque partie a des obligations au regard de la feuille de route. Côté israélien, ces obligations incluent l'arrêt de la colonisation ». Une fois n'est pas coutume, évoquant les obligations palestiniennes - les questions - sécuritaires - il déclarait : « Nous constatons de grands progrès en matière de sécurité en Cisjordanie. » Outre qu'il y avait bien longtemps que les Palestiniens n'avaient pas été félicités, on aura surtout remarqué la dichotomie faite avec la bande de Gaza.

Pour Aaron D. Miller du Woodrow Wilson Institute, un think tank américain, « l'administration Obama est peut-être moins pressée d'arriver à des négociations et à un accord et plus intéressée par l'installation de nouvelles règles et le réarrangement du mobilier. Ils pourraient avoir conclu qu'ils ne peuvent pas parvenir à une vraie solution à deux États avec ce premier ministre. Peut-être en veulent-ils un nouveau ? Et le meilleur moyen est de montrer qu'il ne peut pas gérer la relation la plus importante pour Israël : celle avec les États-Unis ».

Respecter les accords

C'est peut-être à cette aune qu'il faut percevoir les déclarations du ministre israélien de la Défense, le chef du parti travailliste Ehud - Barak, qui feint de découvrir les choix politico-stratégiques de Netanyahu. Comme s'il participait à ce gouvernement sans savoir que le premier ministre refusait de se prononcer pour la création d'un État palestinien. « Le gouvernement actuel a été formé en prenant l'engagement de respecter les accords conclus par les gouvernements précédents, y compris la feuille de route qui stipule clairement que le conflit doit être résolu sur la base du principe de deux États pour deux peuples », a affirmé Ehud - Barak qui, lorsqu'il était premier ministre, a battu tous les records de construction de nouvelles colonies. « Si cette solution devait échouer, il y aurait comme seule entité politique s'étendant de la vallée du Jourdain à la Méditerranée : l'État d'Israël. Dans ce cas, si les Palestiniens ont le droit de voter, il ne s'agira plus d'un État juif, mais d'un État binational et s'ils n'ont pas de droit de vote, il s'agira d'un régime d'apartheid. »

Mission délicate pour l'émissaire américain au Proche-Orient, George Mitchell, qui se trouve sur place. Il a déjà montré aux Israéliens qu'il n'était pas dupe et qu'il fallait faire leur deuil d'une certaine complaisance. Lors d'une rencontre à Londres à la fin mai entre Mitchell et Dan Meridor, le vice-premier ministre ainsi que des conseillers de Netanyahu, les Israéliens ont ressorti la fameuse lettre de Bush à Sharon où il indiquait que les blocs de colonies resteraient entre les mains d'Israël et donc que les constructions étaient permises. Sans se démonter, Mitchell a pointé un des paragraphes de la lettre mentionnant le principe de deux États pour deux peuples.

« C'est aussi marqué dans la lettre. Vous êtes d'accord avec ça ? » a-t-il demandé.

Apparemment soucieux d'apaiser les dirigeants israéliens, George Mitchell a répété que l'engagement des États-Unis envers la sécurité d'Israël est « inébranlable » et que les divergences stratégiques ne sont « pas des désaccords entre des adversaires » mais entre « des alliés proches et des amis ». Il a d'ailleurs donné des gages en parlant d'un « État palestinien, vivant en paix et sécurité à côté de l'État juif d'Israël ». État juif, c'est exactement ce que veulent les dirigeants israéliens et que refusent les Palestiniens puisque cela signifierait l'abandon du droit au retour pour les réfugiés et un drôle de statut pour les Arabes israéliens.

Pour éviter d'être acculé, Benjamin Netanyahu devrait prononcer dimanche à l'université Bar Ilan de Tel-Aviv « les grandes lignes de sa politique pour obtenir la paix et la sécurité ». Selon les médias, Barack Obama doit, lui, présenter un plan de paix détaillé dans les semaines à venir sans que l'on sache s'il est déterminé à forcer Israël

une fois pour toutes. Après avoir rencontré les responsables de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, George Mitchell se rendra en Syrie et au Liban.

Pierre Barbancey

Jeudi 11 juin 2009

Journal l'Humanité

Source : Le Web de l'Humanité

<http://www.humanite.fr/...>

1-5 Myriam Abraham : Israël, 4ème pays le Plus Dangereux au Monde, pourrait Disparaître Tranquillement d'Ici 20 Ans selon la CIA.

Les Sionistes ont chassé les Palestiniens de leur Terre pour créer un état pour que les Juifs viennent y vivre en toute "sécurité et paix".

61 ans après Israël est le 4ème pays le plus dangereux au monde pour tous ses habitants quelque soit leur religion, origine ethnique...

Dans 20 ans Israël, entreprise coloniale, aura tranquillement disparu, ce n'est pas un souhait du président Iranien Ahmadinejad, mais la conclusion à laquelle aboutit un rapport récent de la CIA.

04 Juin

Le Plus Dangereux Au Monde

L'Indice de Paix Mondiale (Global Peace Index) vient juste d'être publié par le quotidien anglais The Guardian

Les 10 premiers pays considérés comme les plus pacifiques sont :

1. La Nouvelle Zélande
2. Le Danemark
3. La Norvège
4. L'Islande
5. L'Autriche
6. La Suède
7. Le Japon
8. Le Canada
9. La Finlande
10. La Sloveenie

Les 4 derniers pays de la liste sont donc considérés comme les plus dangereux :

141. Israël
142. La Somalie
143. L'Afghanistan
144. L'Irak

Le Global Peace Index offre une classification annuelle de 144 des nations du monde.

Selon The Guardian, l'Index a été calculé par l' *Economist Intelligence Unit* pour le compte d'une nouvelle boîte à penser l' *Institute for Economics and Peace*. Ils utilisent pour établir cette liste annuelle 23 critères mixtes, dont ceux de guerres étrangères, conflits internes, respect des droits humains, nombre de meurtres, nombre de personnes en prison, le commerce d'armes, et les degrés de démocratie. Apparemment, le fait qu'Israël se définisse comme la "seule démocratie au Moyen Orient", et comme ayant l'armée la "plus morale au monde" ne l'a pas empêché d'être le quatrième pays le plus dangereux au monde.

Cette année, Israël se retrouve une nouvelle fois en bas de la liste, perdant une place comparée à l'année dernière. Même le Congo et le Soudan sont considérés comme étant moins dangereux. Les trois pays les plus dangereux sont la Somalie, l'Afghanistan et l'Irak. Ce pays, toujours sous occupation américaine, continue donc d'être le plus dangereux au monde malgré les affirmations contraires de l'Administration américaine. Les Etats Unis occupent la 83ème place, la Grande Bretagne la 35ème. C'est plus dangereux de vivre à Londres qu'au Botswana, en Corée du Sud - malgré les armes nucléaires de son voisin la Corée du Nord à propos desquelles s'agitent les médias propagandistes de l'establishment - la Malaisie, et le Qatar, ce dernier étant pourtant situé à proximité de l'Iran autre pays diabolisé et toujours porté sur la liste des pays de l'Axe du Mal malgré la rhétorique "d'ouverture" d'Obama.

Avec un seuil de dangerosité aussi élevé, on comprend pourquoi le tourisme en Israël est en chute libre: moins 27% de fréquentation de touristes étrangers et cela à cause de l'Opération Plomb Durci qui a fait 1400 morts majoritairement des civils dans la population palestinienne de Gaza.

Le taux d'occupation des hôtels au niveau national n'était que de 59% soit une chute de 18%, les nuitées des touristes étrangers ont chuté de 26% les quatre premiers mois de l'année, d'où les campagnes agressives de publicité en Europe telle celle dans le métro parisien où on a pu voir une affiche d'une campagne touristique montrant le Grand Israël ce qui a donné lieu à une déferlante de protestations obligeant la RATP à enlever cette affiche.

Autre information importante livrée par ce Global Peace Index:

Cette année, selon le rapport publié avec les résultats, ces derniers sont affectés par la crise économique qui rend le monde plus dangereux.

D'après les auteurs, " cela reflète l'intensification des conflits violents dans certains pays et les effets à la fois de la flambée des prix de la nourriture et du pétrole début 2008, et la crise économique dramatique lors du dernier quart de l'année.... Une rapide montée du chômage, le gel des salaires, la chute des prix de l'immobilier, la baisse des pensions et économies, créent un ressentiment dans les populations de nombreux pays, et cela a des répercussions politiques enregistrées par le GPI à travers différents indicateurs qui mesurent la sûreté et sécurité dans la société"

Israël pourrait disparaître dans 20 ans selon la CIA

Un autre rapport "explosif", auquel un nombre limité de personnes ont eu accès, résultat d'une étude menée par la CIA, met en doute l'existence d'Israël dans 20 ans. Le rapport de la CIA prédit un " mouvement inexorable allant d'une solution à deux états à celle à un état, comme le modèle le plus viable sur la base de principes démocratiques d'égalité totale, repoussant le spectre d'un régime d'apartheid colonial, acceptant le retour des réfugiés de 1947/48 et ceux de 1967, le retour de ces derniers étant une pré-condition pour une paix durable dans la région."

Cette étude de la CIA prévoit le retour de tous les Palestiniens dans les territoires occupés et l'exode de 2 millions de Juifs - qui iront s'installer aux US et dans d'autres pays dans les quinze prochaines années. " Il y a plus de 500 000 Israéliens qui détiennent des passeports américains et plus de 300 000 qui vivent dans le seul état de Californie" selon ce qu'a dit le juriste international, Franklin Lamb, lors d'une interview accordée à la TV iranienne Press TV en Mars dernier.

Il a ajouté que ceux qui n'avaient pas de passeport américain ou d'un pays occidental, en avaient déjà fait la demande.

"Donc je pense que c'est écrit sur le mur, au moins pour le public en Israël.... ce qui suggère que l'Histoire rejettera l'entreprise coloniale tôt ou tard..." a-t-il ajouté.

Franklin Lamb, qui a eu accès à ce rapport, dit que la CIA y fait allusion à la chute rapide et imprévue du régime d'Apartheid d'Afrique du Nord, et rappelle la désintégration de l'Union Soviétique au début des années 90, suggérant que la fin du rêve d'une "terre israélienne" pourrait se produire " bien plus tôt" que tard.

L'étude prédit également le retour de plus d'un million et demi d'Israéliens en Russie et dans d'autres parties de l'Europe, et note un déclin dans le taux de natalité israélien alors que le taux de natalité de la population palestinienne augmente.

Les membres du Comité du Renseignement du Sénat US ont été mis au courant de ce rapport. Il se pourrait donc qu' Obama en ayant eu connaissance, tente en coulisse de convaincre les Israéliens que c'est dans leur intérêt, avant qu'il ne soit trop tard, d'accepter la solution à deux états. Cette solution, le vice président américain, Joe Biden, un Sioniste - c'est ainsi qu'il se présente lui-même - l'a soutenu récemment à la conférence du Lobby pro sioniste AIPAC proche du gouvernement Netanyahu.

Mais, les prédictions de la CIA risquent de se concrétiser à cause du glissement vers l'extrême droite du gouvernement de Tel Aviv, et cela ne peut aller qu'en s'accroissant, au risque de pousser les "Sionistes modérés" à faire leur valises et partir, ce que certains ont déjà fait, tournant la page du "rêve sioniste".

Le monde débarrassé du Sionisme dans 20 ans ?

Espérons que cela sera, comme le dit le rapport de la CIA " **bien plus tôt**" que tard.

Myriam Abraham

<http://www.planetenonviolence.org/>

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 « Plomb durci » : des tonnes d'Uranium Appauvri et d'autres produits **cancérogènes déversées sur la bande de Gaza**

Du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009, l'armée israélienne a conduit dans la bande de Gaza une opération aérienne et terrestre baptisée « Plomb durci ». Dès les premiers jours, le Dr Mads Gilbert, chirurgien norvégien en service humanitaire à l'hôpital de Shifa, dénonçait la présence de matières radioactives dans le corps des blessés, possiblement de l'Uranium Appauvri.

Le 4 janvier 2009, après enquête, l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN) alertait la presse et l'opinion : « A Gaza, le génocide à l'Uranium appauvri a commencé, avec les bombes GBU-39 fournies par les Etats-Unis ».

Cette accusation est sortie renforcée de plusieurs mois d'enquête menée en liaison étroite avec les intéressés et avec l'aide de Jean-François Fehino, consultant en pollutions diffuses et expert auprès du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

ACDN vient de produire un rapport de 33 pages et Annexes qui conclut à la présence hautement probable de dizaines de tonnes d'Uranium appauvri (peut-être jusqu'à 75 tonnes) dans le sol et le sous-sol de Gaza.

En avril 2009, une mission de 4 personnes dont Jean-François Fehino s'est rendue à Gaza sous l'égide de la Commission Arabe des Droits Humains. Les échantillons de terre et de poussières rapportés de Gaza ont ensuite été soumis à l'analyse d'un laboratoire spécialisé. Celui-ci y a trouvé de l'Uranium Appauvri (radioactif, cancérogène, tératogène), du Césium (radioactif, cancérogène) peut-être originaire de Tchernobyl, de la poussière

d'amiante (cancérogène), des Composés Organiques Volatils (fines particules dangereuses pour la santé, surtout celle des enfants, des asthmatiques et des vieillards), des phosphates (oxydation du phosphore blanc), du tungstène (cancérogène), du cuivre, de l'alumine (cancérogène), de l'Oxyde de Thorium (ThO₂) (radioactif)... Les résultats détaillés seront bientôt rendus publics.

Les journalistes et les personnes souhaitant en savoir plus peuvent se mettre en rapport avec ACDN par Internet contact@acdn.net ou visiter son site <http://www.acdn.net>.

Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire Saintes,
le 22 mai 2009.

2-2 A Gaza, le génocide à l'Uranium Appauvri a commencé avec les bombes "GBU-39" fournies par les Etats-Unis.

Mise en ligne le : 4 janvier 2009

L'armée israélienne (Tahal) a lancé hier soir son offensive terrestre contre Gaza - contre le Hamas et son "jihad", selon le gouvernement israélien. La presse, les médias internationaux se focalisent sur l'événement, qui suscite l'indignation ou l'inquiétude de l'opinion mondiale. Celles-ci seront encore plus grandes lorsque se révélera le drame qui a commencé le 27 décembre dernier avec les premiers bombardements israéliens sur Gaza et qui se poursuit de façon invisible, avec l'emploi par l'aviation israélienne de bombes "GBU-39" - une "arme intelligente" issue du "génie militaire" américain, mais aussi une arme génocidaire.

Les caractéristiques de l'engin

Contrairement à une bombe "gravitationnelle" qui tombe par son propre poids, ce qui exige une estimation précise de l'altitude, la distance et la position de l'avion par rapport à la cible, la "bombe intelligente GBU-39" est (...) capable d'atteindre par ses propres moyens et avec une incroyable précision une cible située jusqu'à 60 miles nautiques (110 km) en avant et 40 miles (75 km) à droite ou à gauche de l'avion au moment du largage. Apte à voler par tous les temps, elle peut même décrire un cercle et frapper une cible fixe située derrière l'avion. Elle est guidée vers sa cible par un système embarqué de positionnement par GPS et de calcul de trajectoire. Ce système est préprogrammé mais peut être reprogrammé. (*)

Répondant à un appel d'offres lancé deux ans plus tôt, la firme Boeing a été retenue en août 2003, après une sévère compétition avec Raytheon, pour développer cette "bombe de faible diamètre" (SDB-Small Diameter Bomb).

La SDB-1 ou GBU-39 a reçu sa certification en septembre 2005, sa production en série a débuté en avril 2006, et les premiers exemplaires ont été livrés à l'US Air Force début septembre 2006, en avance sur le calendrier et à un coût moins élevé que prévu (avec un amortissement des recherches sur une commande finale espérée de 24 000 unités). A cette occasion, le Maj. Gen. Jeffrey Riemer, responsable de la coordination du programme entre les différents laboratoires et fournisseurs civils et militaires, déclarait :

"Nous sommes enthousiasmés (excited) par le déploiement de cette arme, la SDB-1, qui vient s'ajouter aux diverses options léthales du F-15E (Strike Eagle) dans la guerre contre le terrorisme."

D'après lui, sa marge d'erreur à l'arrivée ne dépassait pas 1,20 m.

La SDB-1 ou GBU-39/B est un tube long de 1,80 m environ et de 19 cm de diamètre. Une fois lancé, il déploie des ailerons arrière et latéraux qui stabilisent sa trajectoire. Il pèse 130 kg, dont 93 kg pour la tête explosive. Le F-15E peut en emporter 4 sous son fuselage, avec un attelage BRU-61 d'un poids total en charge de 664 kg, au lieu d'un seul missile ordinairement beaucoup plus lourd. Le lancement de chaque missile est pneumatique et non par mise à feu d'une cartouche explosive, ce qui supprime l'entretien courant, facilite la manutention, et accélère le rechargement de l'avion au retour d'une mission. Celui-ci peut donc effectuer des frappes multiples et des rotations accélérées.

La précision, la fiabilité et la charge explosive limitée de la GBU-39, donc aussi sa moindre "léthalité" (ou capacité meurtrière), réduisent fortement les risques de "dommages collatéraux". Ce qui permet des emplois interdits jusque-là : contre des combattants ennemis situés à proximité immédiate de "troupes amies"... ou au milieu d'une population civile amie, neutre ou ennemie, que l'on est censé épargner d'après les "lois de la guerre" et le droit international. L'idéal, en somme, pour la guerre "anti-guérilla" ou "anti-terroriste"...

Dès le 5 octobre 2006, un mois après leur livraison aux Etats-Unis, deux avions F-15E "Strike Eagles" appartenant à la 494e Escadrille de Combat déployée en Asie du Sud-Est, en utilisaient des exemplaires pour la première fois contre des cibles réelles, en soutien aux troupes terrestres agissant en Irak. Le général North célébrait l'événement dans les termes suivants :

"Grâce à sa taille réduite, nos avions peuvent en emporter sur le champ de bataille un nombre accru, apportant ainsi aux combattants au sol davantage de possibilités de défendre leurs positions, en détruisant avec précision des cibles qui pourraient menacer les vies de soldats américains, de la coalition ou irakiens."

"La SDB est exceptionnellement qualifiée pour des cibles urbaines exigeant une grande précision et des dommages collatéraux réduits, et pour des missions de soutien aérien rapproché auxquelles nos équipages se trouvent confrontés dans le cadre des opérations "Iraqi Freedom" et "Enduring Freedom". Nous sommes maintenant en mesure d'intervenir en des endroits où les dommages collatéraux pourraient être un souci."

La SDB-1 présente une autre caractéristique que la fiche technique de Boeing et la presse israélienne se gardent de préciser. En effet, sur les 93 kg attribués par Boeing à la tête (warhead), 23 sont dus à l'explosif proprement dit, de haute performance. Le reste (...) n'est autre que de l'Uranium Appauvri. (*) Celui-ci présente un avantage

supplémentaire : sa haute capacité de pénétration. Il permet à la GBU-39 de percer au moins 90 cm de béton armé (ou plusieurs mètres de terre) avant d'exploser.

Une version capable de frapper des cibles mobiles (SDB2) a été commandée à Boeing, associé cette fois à Lockheed. Il était prévu que son développement en cours aboutisse fin 2009. Certaines de ses caractéristiques annoncées correspondent à celles données par le Jerusalem Post du 28 décembre 2008. Cependant, rien n'autorise à penser que l'armée de l'air israélienne dispose déjà de tels engins - à moins que l'offensive contre Gaza ne leur serve de banc d'essai.

Outre son prix "réduit" (de l'ordre de 100 000 dollars pièce - tout est relatif...), l'ensemble de ses caractéristiques faisaient de la GBU-39, version SDB1, l'arme idéale pour l'offensive israélienne contre Gaza. Sa précision permettait d'atteindre des cibles fixes prédéfinies, tout en réduisant les "dommages collatéraux" dans la population civile (de surcroît avertie par tracts ou par téléphone mobile d'évacuer au plus vite les cibles, c'est-à-dire les maisons ou les sites liés au Hamas, à la fabrication, au stockage ou au lancement de roquettes Qassam contre le sud d'Israël). Ce qui limite aussi les risques, politique et diplomatique, d'être accusé de perpétrer des massacres et des crimes de guerre. Par ailleurs, la capacité de pénétration de la GBU-39 permettait de détruire aussi bien les sites enterrés de lancement de roquettes que les 40 boyaux souterrains sous la frontière entre l'Égypte et Gaza, qui rendent poreux le blocus israélien et qui ont été frappés dès le premier jour de l'offensive aérienne.

En septembre 2008, le Congrès américain a autorisé la vente de 1000 exemplaires à Israël, qui lui ont été livrés dans les premiers jours de décembre. La trêve de 6 mois acceptée par le Hamas en juin expirait le 19 décembre. Le 27 décembre, l'offensive israélienne commençait.

Le problème, c'est que la GBU-39, si elle limite les risques de crimes de guerre, entraîne avec certitude le crime contre l'humanité.

Le génocide de Gaza a commencé.

Gaza est une étroite bande de terre hébergeant sur 360 Km² près d'un million et demi d'habitants, avec une densité de 3823 habitants au Km².

Le (corps) des bombes GBU-39 est à l'Uranium Appauvri, disions-nous. Mais appauvri en U235 et enrichi en U238, dont la demi-vie radioactive est de 4,5 milliards d'années.

L'UA est un redoutable poison chimique et radiologique qui brûle aisément à l'impact et se transforme en particules radioactives extrêmement petites (particules nanométriques de l'ordre du millionième de millimètre) qui échappent à toute barrière et tout type de masque à gaz. Les produits de ces combustions répétées d'uranium voyagent avec les mouvements d'air, contaminent l'atmosphère et pénètrent dans les organismes via la respiration, l'ingestion ou les moindres blessures. Ainsi, la majeure partie de l'uranium se retrouve sous forme d'oxyde d'uranium radioactif invisible dans l'atmosphère que les populations respirent, tandis qu'une autre partie contamine les sols, les sous-sols et les nappes phréatiques.

Les conséquences de l'utilisation de bombes à l'UA en Afghanistan et en Irak sont parfaitement connues, démonstrées et dénoncées par de nombreux scientifiques - sinon tous, excepté ceux dont le salaire émerge aux budgets des armées américaine, française, israélienne... et autres. Elles ont été rendues dramatiquement visibles par les photos insoutenables de nouveaux nés malformés.

On imagine sans peine les conséquences catastrophiques que de tels bombardements auront sur la population de Gaza : cancers, malformations congénitales, maladies du système immunitaire... et ce d'autant plus qu'elle souffre de malnutrition chronique et de manque de soins, en raison notamment du blocus israélien.

Lorsqu'il a décidé de larguer des bombes GBU-39 à l'UA sur des zones densément peuplées de Gaza, le gouvernement israélien ne pouvait pas ne pas en connaître les effets. Mais la population israélienne, dont on peut comprendre la lassitude et l'exaspération sous les tirs de Qassam et d'obus de mortiers, les connaît-elle, aujourd'hui encore ? Se doute-t-elle que son gouvernement, tout en déclarant viser les dirigeants, les militants et les installations du Hamas, procède, délibérément ou non, à un « nettoyage ethnique » lent de la population palestinienne, qui sera inéluctablement contaminée, et à une destruction de son environnement ? Mesure-t-elle le risque qu'elle court d'en devenir elle-même victime ? Car il est clair que les mouvements atmosphériques ne s'arrêtent pas aux frontières de Gaza. Sait-elle que, même s'ils reviennent indemnes ou légèrement blessés de cette opération terrestre dont on nous annonce déjà qu'elle sera longue et sanglante, les soldats de Tsahal seront eux aussi marqués à vie dans leurs pousmons, leur sang ou leur capital génétique par les effets de cette arme perverse ? On l'a dit, aucun masque ne peut protéger des nanoparticules d'Uranium Appauvri.

Un véritable crime contre l'humanité s'exécute donc sous nos yeux.

S'agissant de l'Irak, ACDN écrivait au président de la République française, le 6 avril 2003 :

"La France doit user de tous les moyens dont elle dispose pour faire cesser le CRIME CONTRE L'HUMANITE qui se déroule sous nos yeux : l'utilisation de munitions à "Uranium Appauvri" par les troupes de la coalition anglo-austral-américaine, utilisation avérée au moins à Bassora et hautement probable sur d'autres champs de bataille irakiens. Les divers composants de l'uranium appauvri ont déjà provoqué depuis la (première) "guerre du Golfe" une catastrophe humanitaire systématiquement sous-estimée ou niée par les dirigeants des puissances concernées (France comprise, puisque les militaires français victimes du "syndrome du Golfe" se voient dénier tout droit, de même d'ailleurs que les victimes des essais nucléaires français). Les milliards de particules radioactives ainsi émises vont transformer l'Irak en une terre inhabitable pour l'éternité, et retomber sur tout l'hémisphère Nord où elles accroîtront, avec la radioactivité ambiante, les "statistiques" anonymes des cancers. A quoi sert-il de lancer une "campagne nationale contre le cancer" si l'on n'intervient pas à temps pour prévenir l'expansion de l'une de ses principales causes ?"

Cette fois, il s'agit de Gaza, de la Palestine et d'Israël.

Cette fois, le président de la République ne s'appelle plus Jacques Chirac, mais Nicolas Sarkozy, et il sera dans la région dès demain pour tenter d'y ramener le calme, à défaut d'une paix véritable.

Cette fois encore, nous lui disons :

"La France doit faire cesser ce crime contre l'humanité."

Mais pour se faire entendre, elle devra s'engager elle-même à ne plus produire, vendre, transférer ni utiliser dans sa propre armée aucune arme à l'Uranium Appauvri. Au lieu de voter, comme elle l'a fait dernièrement en la seule compagnie des Etats-Unis et d'Israël, contre toute résolution de l'ONU cherchant à établir une commission d'enquête sur les effets de l'UA, la France doit enfin travailler à l'interdiction universelle des armes à l'Uranium Appauvri.

En plus, bien sûr, d'oeuvrer à l'établissement d'un cessez-le-feu général et immédiat à Gaza, et à l'instauration d'une paix juste et durable dans la région, seul moyen de désamorcer les haines, d'assurer la cohabitation des peuples, des croyances, des Etats, des cultures, et de sauver les personnes.

Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire, le 4 janvier 2009

"A Gaza, début du génocide à l'Uranium Appauvri" □ACDN, 4 janvier 2009. Reproduction partielle ou complète de cet article autorisée sous réserve de renvoyer à la source : www.acdn.net et d'en informer la rédaction.

(*) Note du 22 mai 2009 : Certains détails de structure de la bombe ont dû être revus à la suite de l'enquête.

A ce jour, nous estimons à environ 75 kg le poids total d'uranium appauvri présent dans le corps de chaque bombe, soit comme composant de l'alliage métallique, soit comme booster de l'explosif.

http://acdn.france.free.fr/spip/article.php3?id_article=468%E2%8C%A9=fr

2-3 Daniel Vanhove. L'asphyxie de Gaza continue.

Le poste frontière de Rafah

Samedi 11 avril 2009

Le silence autour de la situation à Gaza n'empêche pas que se poursuive l'asphyxie de ses habitants... bien au contraire!

Après l'agression massive israélienne en ce début d'année, la médiatisation de la Bande de Gaza est lourdement retombée... alors que pourtant, rien ne s'est amélioré dans les conditions de vie de sa population.

La Communauté internationale est retombée dans son silence complice habituel... confirmant par-là aux Palestiniens, qu'ils ne doivent compter que sur leurs propres capacités pour résister à une occupation qui ne desserre par d'un seul cran, son étau meurtrier...

L'accès à la Bande de Gaza est toujours étroitement contrôlé par les autorités israéliennes, et la population est ainsi toujours privée de produits strictement élémentaires: nourriture, eau, médicaments... Mais qui s'en émeut!? Ces maudits gazaouis ont mal voté en 2006... et nous leur faisons payer chèrement cette erreur du prix le plus élevé, afin que cela serve de leçon pour le futur (et à d'autres), qui sait!?

Pourtant, voici ce que j'écrivais déjà à propos de Gaza, après un voyage effectué sur place en 2002, dans le cadre des Missions civiles d'observation :

" (...) nous traversons les centaines de mètres séparant le poste frontière d'Israël avec celui de la Palestine. Un no man's land qui fait froid dans le dos. Présence militaire israélienne de toutes parts. Barbelés, guérites de surveillance, miradors, fusils-mitrailleurs, postes blindés, jeeps et tout ce fatras nauséeux qui attestent qu'ici, des individus jouent à la guerre. Où est l'ennemi? Mais partout, voyons! Partout puisque tout Palestinien est un terroriste en puissance, dans la tête des malades qui dirigent l'Etat d'Israël. En fait d'ennemi, on ne rencontre que des populations exsangues, asphyxiées économiquement et psychologiquement. Des populations terrorisées par les exactions d'une armée bien souvent livrée à elle-même. Des femmes et des enfants qui vaquent au plus urgent, s'approvisionner en nourriture pour la famille. Des jeunes gens qui errent dans les rues. Sans possibilité de se rendre aux cours et qui, ici et là

forment de petites bandes, sans perspective d'avenir. Qui égrènent le temps à longueur de journée. No future! Et des hommes épuisés. Qui sentent avoir perdu toute dignité aux yeux des leurs. Des hommes pour la plupart prostrés, hagards, habillés de vêtements râpés. Des hommes sans boulot. Ce qui entraîne une paupérisation de plus de 80% de la population vivant avec moins de 2 EUR par jour. Voilà l'ennemi d'une armée suréquipée, dont il faudrait surtout parler comme d'une armée ravagée de haut en bas, par une paranoïa sans égale!

Le choc d'entrée dans la Bande de Gaza est toujours aussi fort. Etendues dévastées par les incursions des chars, fragile réseau de routes dans un état désastreux, nombreuses traces d'incendies et bidonvilles épars où tentent de s'organiser le reste de vie démantelée de familles qui ont tout perdu, suite aux attaques d'une armée qui ne s'embarrasse pas de broyer des vies innocentes. Tout ici, n'est que désolation. Et c'est à l'encontre de cette désolation-là que les soldats s'acharnent encore. A croire que tant qu'il restera une pierre sur l'autre, cette armée de massacres déploiera ses batteries pour en venir à bout. Un cauchemar, Gaza! A la nuance, qu'il s'agit d'une sinistre réalité où survivent des familles décimées. Désolation, désolation ! (...)

Nous sommes sidérés de voir à quel point la situation de la Bande de Gaza est catastrophique par rapport à la Cisjordanie. Ici, rares sont les maisons recouvertes de briques de façade ou de peinture. Les blocs de parpaings servent en même temps de murs extérieurs et intérieurs à l'habitation. Cela confère encore plus de tristesse à la ville. Tout est gris. Tout semble délabré. A Gaza, chaque mur est un Mur de lamentations ! " (1)

Il y a 7 ans de cela...

Et tout le monde sait, que depuis, la situation n'a fait que se détériorer...

Qu'attendent donc nos responsables politiques pour prendre les mesures qui conviennent et sanctionner l'occupant qui n'a tenu compte d'aucun des avertissements envoyés par différentes Résolutions des Nations unies ou par différentes agences internationales et ONG présentes sur le terrain, y compris, à l'intérieur même d'Israël? Force est de constater que nos politiciens et nos diplomates, signent-là l'une de leur pire parjure, qui se solde par la faillite de leur crédibilité... Et qu'il convient dès lors qu'à l'approche des élections européennes (et belges) les citoyens en retiennent bien la leçon!

Aujourd'hui, un nouveau gouvernement israélien a été formé. Plus à droite que jamais! Dont les ténors musclent leurs déclarations dans une escalade qui en dit long sur ce qui les anime. Au point que, même le Président de l'Etat a dû rassurer la Communauté internationale. C'est dire ce qui attend encore la situation des Palestiniens. ... et la mobilisation que chaque militant doit conserver.

(1) Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruirez pas nos âmes - 2004 -

Ed. M. Pietteur - Extrait

Daniel Vanhove -

Observateur civil - 11.04.09

Membre du Mouvement Citoyen Palestine

2-4 Voilà à quoi servent l'UE/OTAN, les députés européens et leur régime égyptien.

09/06

Nouvelles du sit-in à Rafah

"International Movement to Open Rafah Border"

A 8h du matin le 9 Juin 2009, notre groupe composé de 7 Internationaux (3 Américains, Don Bryant, Paki Wieland, Ellen Granves 3 Français Christian Chantegrel, Jacques Denko et Micheline Garreau, et 1 Italien, David Mattacchioni) du Mouvement International Pour Ouvrir la Frontière de Rafah s'est rendu au Passage de Rafah et a demandé aux autorités égyptiennes d'ouvrir la frontière.

Comme nous nous y attendions, les soldats égyptiens, nous ont indiqué que la frontière était fermée, au moins jusqu'à 13h, l'heure d'arrivée des soi-disant responsables.

Nous avons donc installé notre campement devant la frontière.

Juste après notre arrivée, deux familles palestiniennes sont arrivées et ont aussi été confrontées au refus des autorités égyptiennes.

La première famille arrivait juste de Suède pour rendre visite à leur famille dans Gaza.

La seconde famille, des Palestiniens vivant aux Etats-Unis, tentait pour le troisième jour de suite d'entrer dans Gaza. M. Abu.... Nous a déclaré : « Ca n'a pas de sens. Pourquoi nous empêcher de rendre visite à notre famille ? Quel est l'intérêt des autorités égyptiennes de maintenir ce blocus ? »

Vers 10h, cinq autres Palestiniens sont arrivés, eux aussi, chargés de valises mais comme nous, les soldats égyptiens leur ont dit : « La frontière est fermée ».

A 11h30, le bus de la compagnie Honest Transport amenant la délégation de députés européens est arrivé mais comme par magie, mais là, les portes de la frontière se sont aussitôt ouvertes et refermées. Les députés ne sont même pas descendus du bus et nous n'avons même pas pu les interpeller et leur demander d'agir pour les familles bloquées ici

Dès le passage de la délégation, un policier est venu nous interroger pour nous demander si nous désirions entrer dans Gaza.

Nous leur avons répondu que oui mais à une condition, que toutes les familles bloquées ici puissent entrer et que le passage de Rafah soit considéré comme une zone de Droit international conforme à l'article 13 de la Déclaration des Droits de l'Homme*.

A 11h45, 2 véhicules de la police sont arrivées et une dizaine de policiers ont installé leur campement à 10 mètres de nous.

Nous sommes tous déterminés à rester jusqu'à l'ouverture de la frontière et nous espérons que beaucoup d'autres militants des droits de l'homme, de toutes nationalités viendront nous rejoindre ici, à Rafah.

Le Droit international doit être appliqué aussi ici.

In Solidarity from all International Movement to Open Rafah Border

<http://www.facebook.com/group.php?gid=9986479902>

2-5 Sherine Sheikh Khalil parle des « horribles » conditions de détention dans les prisons israéliennes.

Sherine Sheikh Khalil libérée cette semaine après six ans de détention pour avoir résisté à l'occupation militaire israélienne dénonce des « mauvais traitements horribles » et « des épisodes à faire dresser les cheveux sur la tête » dans les geôles israéliennes.

« Ils nous frappent, ils nous donnent des coups de pied, ils nous humilient. Ils nous traitent comme des animaux, » a dit Sherine, 24 ans, à IslamOnLine lors d'un entretien exclusif.

« C'est très difficile de vous décrire la bestialité et la sauvagerie de leur conduite, » a ajouté la jeune militante depuis Khan Younis, au centre de la Bande de Gaza. En 2003, alors qu'elle avait juste 17 ans, Sherine a été

accusée par un tribunal militaire israélien d'avoir pris part à la tentative d'enlèvement d'un colon juif en Cisjordanie.

Elle a été libérée dimanche, à la fin de son condamnation. Bien que son père, ses frères et ses sœurs habitent Ramallah, la capitale de la Cisjordanie occupée, le régime d'occupation israélienne a décidé de l'expulser dans la Bande de Gaza, apparemment comme punition supplémentaire. « Je suis heureuse d'être libre, mais je voudrais voir ma famille à Ramallah. » Selon les groupes pour les droits de l'homme à Gaza, Israël a expulsé environ 30 Cisjordaniens vers l'enclave côtière depuis le début de l'Intifada Al-Aqsa en septembre 2000.

Sherine décrit les tribunaux israéliens comme « un système de châtiment et de représailles » plutôt que comme un « système de justice ».

« On ne peut pas réellement parler d'un véritable système de justice, » insiste-t-elle.

« Nous parlons d'un pays qui approuve le meurtre des non Juifs, qui vole leurs biens et démolit leurs maisons. C'est un Etat qui utilise toutes les circonstances atténuantes concevables pour exonérer les assassins juifs de Palestiniens pendant qu'il concocte toutes sortes de prétextes pour condamner et incriminer les Palestiniens. » Sherine a dit que les tribunaux n'étaient rien d'autres que des outils aux mains du régime israélien pour nuire au peuple palestinien et donner une fausse légitimité à l'occupation militaire.

Il y a plus de 11 000 détenus palestiniens dans les prisons israéliennes.

Beaucoup d'entre eux sont des militants politiques, des hommes politiques locaux et des leaders communautaires, incarcérés pendant des années sans accusation ni procès. Les groupes pour les droits de l'homme qui œuvrent dans les territoires occupés appellent souvent ces détenus des « otages » ou des « monnaies d'échange » dont se sert Israël pour extorquer des concessions politiques aux groupes de la résistance et à l'Autorité Palestinienne soutenue par l'Ouest.

Sherine, qui a laissé derrière elle des dizaines d'autres prisonnières palestiniennes, a parlé d'un régime total de « provocations et de punitions » qui hante constamment les détenus palestiniens dans les geôles et cachots israéliens. Quelques-unes de ces prisonnières, dit-elle, ont été obligées à accoucher en prison, avec des menottes aux mains et des fers aux pieds.

La militante palestinienne a dit que les dernières représailles furent le transfert de nombreux prisonniers palestiniens avec des criminels israéliens endurcis. « La lie de la lie, » se plaint Sherine.

« Alors, imaginez-vous en train de passer des jours et des nuits avec des assassins, des drogués, des prostitués et toute sorte de délinquants. »

Elle soupçonne que les responsables des prisons israéliennes étaient de connivence avec les criminels pour faire du mal ou du moins pour harceler les prisonniers palestiniens, quelque chose qui se produit dans de nombreuses occasions.

Abdul Nasser Farwana, directeur du Département des Statistiques du Ministère des Prisonniers à Ramallah, a parlé à IOL de persécution des prisonniers allant jusqu'à des simulacres d'étranglement avec des foulards. Il a dit qu'Israël avait pris dernièrement des mesures « draconiennes » contre les détenus au seul motif de « se venger ».

Certaines de ces mesures visent spécifiquement les partisans du Hamas, mais d'autres prisonniers, y compris affiliés au Fatah et au Jihad Islamique, sont touchés. Il y a quelques années, Israël a créé le "commando Nachshon", dont la tâche principale est de réprimer et de brutaliser les détenus palestiniens.

Le nouveau gouvernement israélien, dirigé par le faucon Benyamin Netanyahu, a reconnu que des mesures plus dures étaient introduites, principalement pour obliger le Hamas à assouplir sa position pour la libération du soldat israélien capturé il y a près de trois ans.

Parmi ces mesures, on trouve la diminution de la qualité et de la quantité de nourriture, la confiscation des transistors, pas de livres, moins de visites familiales et une négligence médicale délibérée, qui a déjà entraîné la mort d'au moins deux détenus.

A la question de ce qu'elle pensait avoir été la période la plus difficile pendant ses six années d'incarcération, Sherine a dit qu'il y avait « des hauts et des bas » dans les niveaux de mauvais traitement.

« Ca dépend de l'humeur des responsables de la prison, quelquefois ils se précipitent dans nos cellules après minuit, pour nous fouiller. Et c'est particulièrement humiliant parce que ça a lieu devant un officier de sexe masculin qui accompagne les gardiennes, » dit-elle. « Le motif réel de ces provocations est juste de nous humilier et de nous meurtrir émotionnellement. Ils voulaient briser notre volonté et détruire notre dignité. Mais, bien sûr, nous sommes plus forts que toutes leurs tactiques virulentes. »

Khalid Amayreh - Moqawama

4 juin

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6706

2-6 L'autre mur des lamentations.

La femme prend fermement la main de son petit garçon et tous les deux s'appêtent à franchir un des points de contrôle du mur de Cisjordanie à Jérusalem-Est.

Il est environ midi et le soleil brille dans le ciel dégagé. Mère et fils passent les postes de contrôle israéliens, avancent rapidement à travers la clôture électrifiée et se retrouvent bientôt de l'autre côté du mur à Bethléem, en territoire palestinien. Il n'y a pas eu de problème cette fois-ci.

Peut-être parce que ce n'est pas l'heure de pointe, spécule la femme. Mais le scénario est différent à l'aube et au crépuscule.

Les enfants palestiniens doivent se lever tôt pour faire d'interminables files d'attente s'ils veulent arriver à l'heure dans leurs collèges situés en territoire annexé de fait par Israël. Au coucher du soleil il n'est pas rare de voir des centaines de Palestiniens attendre plus de trois heures pour franchir la barrière. Parfois, les guérites sont fermées, laissant toutes ces personnes dehors jusqu'au lendemain matin.

Les Palestiniens disent que l'humiliation à laquelle ils sont soumis par les autorités d'Israël est « quotidienne et inhumaine ». Qu'à cause de quelques « terroristes fanatiques » des populations entières sont coupées de tout, et encore plus pauvres. Que le « mur maudit » est en train de les tuer. Une visite de la Cisjordanie aide à mieux comprendre la terrible tragédie vécue dans cette partie de la planète.

De l'autre côté

Le gouvernement israélien l'appelle « barrière de protection ». Les Palestiniens l'ont baptisé « mur de séparation ». Il a une longueur de 650 km (cinq fois plus long que le Mur de Berlin), huit mètres de hauteur et six de largeur. En plus de cela, il est équipé de miradors tous les 300 mètres, de fils électriques, de capteurs, et de fossés de deux mètres de profondeur dans lesquels se trouvent des chiens dangereux. Sa construction a démarré en juin 2002 sous le gouvernement du « faucon » Ariel Sharon, et aujourd'hui il traverse comme un serpent la plupart des territoires palestiniens de Cisjordanie, coupant en deux, ou en trois des villes entières. Le régime de Sharon a justifié la construction du mur comme une mesure extrême pour protéger les civils israéliens, qu'ils soient Juifs ou Arabes, contre les attentats-suicide de terroristes palestiniens qui avaient augmenté de façon spectaculaire à partir de 2000, après ce qui a été appelé « l'Intifada Al-Aqsa » ou « guerre sainte ». Israël a également fait valoir que la barrière a été construite après avoir essayé d'autres solutions qui n'ont pas réussi à contenir les attaques et après avoir prouvé que l'Autorité nationale palestinienne (ANP) ne respectait pas les accords sur la lutte contre le terrorisme.

Tout cela est se discute, et au cours des dernières années on a réussi à faire baisser le nombre d'attentats-suicide [l'arrêt des attaques-suicide est en réalité le résultat d'une décision prise il y a plusieurs années par les mouvements de la résistance palestinienne qui y avait recours - N.d.T]. Mais le coût pour les populations palestiniennes innocentes a été très élevé.

Des communautés entières, comme les 15 000 personnes qui vivent dans les villages de l'enclave de Bir Nabala, ont été complètement encerclées par la barrière. Les familles ont été divisées. Environ 50% des Palestiniens qui se faisaient suivre dans les hôpitaux spécialisés de Jérusalem n'y vont plus en raison de la difficulté à obtenir les permis et laisser-passer nécessaires. C'est la même chose pour les collégiens, les universitaires et autres étudiants qui sont confrontés quotidiennement aux check points contrôlés par l'armée israélienne pour pouvoir accéder aux écoles qui sont restées de l'autre côté du mur dans ce qui est appelé la « terre promise ».

C'est cela le quotidien en Cisjordanie. Comme conséquence de l'isolement, des villes palestiniennes comme Hébron ont été transformées en ghettos. Les entreprises font faillite et la mal-nutrition se développe. Isaac Zorob, un Palestinien qui a vécu au Pérou pendant 11 ans, a déclaré que les entrées de vivres et de médicaments sont chaque fois plus espacées. Il y a des gens qui meurent de faim. Comme quelques Palestiniens, Zorob (53 ans) est arrivé du Pérou en 1979 et a créé une entreprise de vente de tissus à Abancay Avenue. Ça n'allait pas trop mal pour lui, mais en 1991, il est retourné chez lui, à Beityala, à 10-minutes en voiture de Bethléem. Il a inauguré « El Pollo », dont il dit que c'est le seul « poulet à la broche » du Moyen-Orient, et ça a très bien marché jusqu'à la construction du mur. Ensuite, son commerce comme ceux de ses compatriotes, s'est effondré. Seuls les taxis [...] semblent survivre en Palestine.

Les rues de Bethléem sont terriblement sales. Il y a des ordures accumulées sur la place principale et la célèbre église de la Nativité, construite sur le lieu de la crèche où Jésus serait né, est maintenant un bâtiment avec des trous et des fissures. Un autre détail qui retient l'attention.

Beaucoup de Palestiniens marchent à pied, la tête baissée. Quand quelqu'un les regarde en face le ressentiment de leur regard est frappant. Le mur, par conséquent, a causé plus de haine et de rancoeur contre Israël, qui se reflète clairement dans les graffitis multiples sur le béton. « Mort aux Juifs », dit l'un.

De moins en moins de Palestiniens soutiennent l'ANP, dirigée par Mahmoud Abbas, un politique gris et apathique, et la popularité des organisations islamiques radicales comme le Hamas est en augmentation. Le Hamas contrôle la bande de Gaza qui a été bloquée de façon permanente même avant les bombardements de janvier dernier qui ont tué plus de 1000 Palestiniens.

En juillet 2004, la Cour de justice de La Haye a déclaré le mur de Cisjordanie illégal, en a ordonné la démolition et l'indemnisation des milliers de Palestiniens affectés.

Mais Israël n'a pas respecté la décision et a au contraire, promu une politique agressive pour accroître les « colonies de peuplement juives » dans les territoires palestiniens. Le nombre de colons qui occupent les territoires palestiniens depuis 1967 est montée à plus de 200 000.

Jeudi dernier, Le pape Benoit XVI a traversé Jérusalem et a vivement critiqué la grande barrière. « Dans un monde où les frontières sont de plus en plus ouvertes aux échanges, à la mobilité des personnes et aux échanges culturels c'est tragique de voir que des murs continuent de s'élever », a-t-il déclaré lors d'une messe présidée, sur la place de Bethléem.

Les États-Unis, sous le régime de George Bush, ne s'étaient pas prononcé contre le Mur et avaient au contraire appuyé Sharon dans sa monstrueuse offensive dans la bande de Gaza et dans les attaques par hélicoptères de combat contre les populations palestiniennes de Cisjordanie.

Mais Barack Obama n'est pas Bush. Le nouveau président américain a décidé de faire pression sur Tel-Aviv, pour impulser un changement de politique de façon à reprendre les négociations sur le conflit israélo-palestinien et suspendues depuis l'offensive dans la bande de Gaza.

La semaine dernière, Obama a reçu à Washington le Premier ministre israélien Benjamin « Bibi » Netanyahu et lui a dit qu'il soutiendrait la création d'un État palestinien souverain et qu'Israël devait cesser l'expansion de ses colonies de peuplement en Cisjordanie.

« Nous avons vu bloqués les progrès sur ce front, et je suggère au premier ministre de saisir une occasion historique de parvenir à avancer sérieusement sur cette question au cours de son mandat », a déclaré Obama suite à sa rencontre avec Netanyahu.

La réponse du Premier ministre israélien, qui préside une coalition de partis nationalistes ultra-orthodoxes, réticents à renoncer aux territoires occupés, a paru dans la presse dimanche dernier. Netanyahu a rejeté « la tentative des États-Unis d'imposer l'arrêt de toute activité de colonisation » en Cisjordanie et s'est engagé à accepter sans restrictions la construction d'enclaves juives dans les territoires palestiniens.

Un haut fonctionnaire du gouvernement israélien qui a requis l'anonymat a déclaré à Caretas à Jérusalem qu'il espérait qu'Obama, « un homme qui a des racines islamiques », reprendra cette position, mais il a aussi déclaré qu'Israël ne céderait pas « parce que nous ne savons plus qui contrôle les territoires palestiniens, si c'est l'ANP (Autorité nationale palestinienne), le Hamas ou le Jihad islamique. Et nous n'allons pas nous asseoir pour parler avec les terroristes. »

Pendant ce temps, des Palestiniens ont trouvé un petit trou dans une section du mur près de Ramallah, et ils se fauflent par là pour éviter les contrôles impitoyables des Israéliens. Ils disent que c'est la seule façon de ramener du pain à la maison. Ils pourraient se faire tuer mais ils s'en fichent. Comme eux, des milliers d'innocents en Cisjordanie espèrent ne pas rester pris au piège du Mur et cherchent désespérément une sortie, un tout petit trou peut être, pour survivre.

29 mai

Palestinalibre.org - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.palestinalibre.org/artic...>

Traduction de l'espagnol : Charlotte

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6714

2-7 Marcy Newman : Al-Khalil : colonialisme et le terrorisme sioniste.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le colonialisme et le terrorisme sionistes en Palestine peut se résumer par une visite de Khalil (Hébron) : des réfugiés (anciens ou nouveaux) aux martyrs, aux démolitions de maisons, aux prisonniers politiques... le terrorisme militaire et colonial, le tout sur quelques kilomètres carrés.

Nous sommes allées aujourd'hui à Khalil, mon amie et moi, pour faire des courses – nous voulions aller dans un atelier de poterie pour commander des plaques pour la tombe de ses parents et je voulais continuer ma recherche de keffieh faits en Palestine, qui ne sont tissés que dans une seule usine palestinienne maintenant, et elle se trouve à Khalil. Partout ailleurs en Palestine, si vous posez des questions et regardez de près, vous verrez qu'ils sont maintenant tous fabriqués en Chine. Et nous les avons finalement trouvés à la Coopérative des Palestiniennes, dans la vieille ville.

Mais d'abord, nous nous sommes baladées dans la vieille ville de Khalil et nous avons rencontré des familles très intéressantes. La première famille qui nous a invitées chez elle vit au bout de la rue parce que celle-ci a été bouchée parce que les terroristes israéliens ont colonisé le secteur tout entier de l'autre côté. Notre hôte a voulu nous montrer la maison que les colonisateurs lui ont volée, et la tour pour tireur d'élite terroriste israélien installée sur son toit. La pièce au dernier étage de la maison a été incendiée par ces terroristes israéliens et deux de ses frères ont été assassinés par eux également. Il nous a montré un panorama de son quartier depuis le toit de sa maison. Par exemple, il nous a montré un endroit où quelques familles avaient des vaches, mais les terroristes israéliens les ont empoisonnées.

Tandis que nous marchions à travers la ville, nous avons vu des dizaines de jeeps de soldats terroristes israéliens patrouillant dans les rues et terrorisant les habitants palestiniens. Nous avons vu des dizaines de colonisateurs terroristes israéliens en tenue de prières, avec un M-16 en bandoulière. Nous avons vu des maisons palestiniennes démolies, nous avons vu des dizaines de checkpoints compactés dans un secteur minuscule. Je suis déjà venue ici, mais pas depuis au moins trois ans – et pas dans cette zone où les rues sont bouchées et où beaucoup de Palestiniens ne peuvent pas passer (nous avons en fait été arrêtées à un checkpoint parce que nous ne marchions pas dans le bon sens).

Nous avons aussi rencontré un homme qui vit de l'autre côté d'une petite vallée séparant cette route et la colonie terroriste israélienne connue sous le nom de Kiryat Arba. Il nous a offert du thé et un peu de protection contre le soleil, et nous a montré une vidéo de la maison de son voisin qui a été incendiée en décembre dernier par les colonisateurs terroristes israéliens.

Les photos que j'ai prises aujourd'hui parlent d'elles-mêmes, mais elles sont importantes pour montrer la nakba en cours à Khalil. Pas différente bien sûr que la nakba en cours à al-Quds ou à Aqraba ou dans le Néguev, mais la différence ici est que tout est concentré dans un espace si restreint.

Vous verrez sur ces photos beaucoup de colonisateurs terroristes israéliens et leurs colonies, dont une toute nouvelle constituée aujourd'hui d'une seule tente.

Un article de Rory McCarthy, dans The Guardian l'autre jour, dit clairement que les USA prennent une position de plus en plus ferme contre les colonies terroristes israéliennes.

Cependant, dans Electronic Intifada, Ali Abunimah nous rappelle que les mots ne veulent rien dire s'ils ne sont pas suivis d'actes :

« Obama a dit à Netanyahu, avec fermeté, qu'Israël devait stopper la construction de colonies sur la terre palestinienne expropriée en Cisjordanie, mais ces mots ont déjà été prononcés par les prédécesseur du président. A moins que ces déclarations ne soient suivies d'actions décisives – peut-être par la réduction des subsides américaines à Israël – il n'y a aucune raison de croire que le bla-bla qui a échoué par le passé sera soudain plus efficace. »

Voir les photos prises par Marcy Newman et quelques vidéos-témoignages des habitants de la vieille ville de Khalil.

Source : Body on the Line

01/06/2009

Traduction : MR pour ISM

<http://www.palestine->

[info.cc/Fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7AxMSuFTTCwBGP9N4QnNfwm59dZ9sRyKhOtOzQuMAX0kNBOM8h81w3Ofz12yTWL6ZyUGc6rKsaPmm8zbhjoO8uxllpWq%2fUzIA8LOeZ4CnLA%3d](http://www.palestine-info.cc/Fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7AxMSuFTTCwBGP9N4QnNfwm59dZ9sRyKhOtOzQuMAX0kNBOM8h81w3Ofz12yTWL6ZyUGc6rKsaPmm8zbhjoO8uxllpWq%2fUzIA8LOeZ4CnLA%3d)

2-8 Omar Barghouti: "L'appel palestinien au boycott d'Israël devient de plus en plus populaire".

Omar Barghouti est un membre fondateur de la campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël.

Cette campagne fait partie du mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), qui date de 2005, un an après la décision de la Cour Internationale de Justice contre le mur israélien et les colonies construites sur les territoires palestiniens.

Il a été soutenu par plus de 170 syndicats, forces politiques, organisations, associations en Palestine. Ils représentent la société civile partout en Palestine, à l'intérieur des territoires occupés, en Israël et en exil.

BDS = BOYCOTT, DESINVESTISSEMENT, SANCTIONS

Les Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza sous occupation israélienne sont une minorité du peuple palestinien. La grande majorité du peuple palestinien sont des réfugiés, qui sont en exil, victimes du nettoyage ethnique d'Israël en 1948 et depuis 1948.

Ce que dit l'appel BDS c'est que, puisque la communauté internationale n'a pas été capable de demander des comptes à Israël sur ses violations de la loi internationale et des droits de l'homme, nous appelons la société civile internationale à prendre ses responsabilités pour qu'elle montre sa responsabilité morale, pour qu'elle demande des comptes à Israël en mettant en oeuvre le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions.

A quoi appelons-nous exactement? Nous appelons à mettre fin à trois injustices fondamentales qu'Israël commet contre le peuple palestinien: l'occupation, la colonisation, le système de discrimination raciale contre les Palestiniens à l'intérieur d'Israël, qui est une forme spécifique israélienne d'Apartheid ainsi que la négation des droits des réfugiés palestiniens. Les réfugiés palestiniens ont droit au retour dans leurs foyers en accord avec les résolutions de l'ONU et Israël leur refuse ce droit. L'appel BDS est basé sur le droit, pas sur la recherche d'une solution. Il se concentre sur les trois droits fondamentaux et légitimes des Palestiniens. Nous appelons le monde à boycotter Israël, et désinvestir d'Israël et des compagnies qui soutiennent Israël jusqu'à ce qu'Israël accepte de se plier au droit international et nous accorde nos droits fondamentaux.

ISRAEL = PROJET COLONIAL

Depuis 1948, Israël a été créé sur la destruction de la société palestinienne. Donc ils ont détruit la société palestinienne et expulsé la plupart des Palestiniens – entre 750.000 et 850.000 Palestiniens ont été expulsés, ont été victimes d'un nettoyage ethnique de fin 1947 à 1949, la majorité des Palestiniens a été expulsée pour faire "de la place" aux immigrants juifs venant d'Europe pour fuir l'Holocauste. C'était un projet colonial dès le début avec l'intention de briser la société palestinienne, pour empêcher les Palestiniens de se réorganiser en tant que société. Les Palestiniens ont été immédiatement segmentés entre les Palestiniens de l'intérieur de ce qui est devenu Israël, les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ainsi que les Palestiniens réfugiés. Cette segmentation continue.

Donc Israël très lentement, mais de façon très persistante ne se contente pas d'un nettoyage ethnique des Palestiniens, mais détruit la possibilité du développement d'une société palestinienne à l'intérieur de la Palestine historique.

ENTREPRISES PALESTINIENNES DETRUITES

Depuis qu'Israël a occupé la Cisjordanie et Gaza en 1967, depuis 42 ans et jusqu'à maintenant, Israël a systématiquement et très volontairement détruit les entreprises palestiniennes. Israël a détruit la possibilité d'une économie palestinienne indépendante et d'une industrie palestinienne indépendante. Nous avons très peu d'industries et la plupart sont très petites. Israël contrôle toutes les frontières, contrôle l'importation et l'exportation, donc nous sommes un marché captif pour Israël. Ils veulent vendre leurs produits et la meilleure méthode est de détruire notre capacité à produire nos propres produits.

Les colonies sont illégales aux yeux de la loi internationale. Selon la 4ème convention de Genève, déplacer des parties de la population du pays occupant vers le pays occupé constitue un crime de guerre. Mais Israël les construit fondamentalement pour aider au nettoyage ethnique des Palestiniens.

LE MUR SEPRE LES PALESTINIENS DE LEURS TERRES

Israël veut les meilleures terres, les meilleures terres agricoles et les points d'eau, les réserves d'eau pour que les Palestiniens ne puissent pas vivre en Palestine. Ca a toujours été la politique israélienne. Tous les gouvernements, de gauche, de droite et de centre, ont tous gardé ce principe: faire tout ce qu'il faut pour rendre la vie invivable à une majorité des Palestiniens pour qu'ils s'en aillent. Ca a marché jusqu'à un certain point. Beaucoup de Palestiniens sont partis parce qu'ils ne peuvent pas gagner leur vie en Palestine. Quand un fermier ou une fermière perd sa terre parce que le mur lui a pris sa terre, ils n'ont plus les moyens de vivre. Ils ne peuvent plus continuer, s'ils ont des enfants, ils ne peuvent plus assurer le bien-être de leurs enfants. Et donc souvent ils pensent à partir, à aller ailleurs, où ils peuvent, pour nourrir leurs familles. Donc Israël a fait cela de façon très consistante. Le mur a été le dernier chapitre dans ce processus de colonisation. Ca va très bien avec la construction des colonies, construire le mur pour confisquer les meilleures terres agricoles et les sources. Beaucoup de gens disent: "C'est un mur de séparation." Eh bien, il sépare les Palestiniens de leurs terres. L'intention n'est pas seulement de séparer les Palestiniens des Israéliens. C'est une fausse façon de voir les choses. Il sépare les Palestiniens de leurs moyens d'existence: de leurs terres, de leurs centres-villes, de leurs hôpitaux, de leurs écoles. C'est ça le but principal du mur. Rendre la vie invivable aux Palestiniens.

NETTOYAGE ETHNIQUE PREMEDIATE

Depuis qu'Israël a été créé, c'est connu, les historiens ont des documents là-dessus, il a été créé sur la Nakba, le nettoyage ethnique massif et systématique qui a été prémédité. Il a été très bien planifié par Ben Gourion et les autres dirigeants israéliens des années avant le plan de partition, donc ce n'était pas une réaction à quoi que ce soit, contrairement à ce qu'Israël dit maintenant. C'était un plan prémédité pour se débarrasser de la majorité des Palestiniens. Depuis cette époque, les Israéliens dans l'ensemble ont nié la Nakba, ils nient le nettoyage ethnique des Palestiniens qu'ils ont réalisé. Et ce déni n'est pas très différent du déni de l'Holocauste en fait. Sans parler des différences – et il y a d'énormes différences entre l'Holocauste et la Nakba, dont je ne vais pas parler maintenant, il n'y a pas de comparaison entre les deux injustices – mais les juifs israéliens ont majoritairement nié leur participation, leur rôle dans la Nakba, et c'est très proche de la négation de l'Holocauste.

Jusqu'à maintenant, une grande majorité des partis politiques israéliens, tous les partis sionistes, de gauche, de droite et du centre, ont nié la Nakba. Donc ils le justifient parce que leurs super victimes, les victimes de l'Holocauste, ont des droits supérieurs plus importants que les indigènes palestiniens, musulmans, chrétiens et juifs – les indigènes palestiniens incluent des juifs aussi. Ce discours profondément raciste, qui considère la population indigène comme des sous humains, ce n'est pas quelque chose de nouveau que les Israéliens ont inventé. Les Français en Algérie ont fait la même chose, au Vietnam, et les Britanniques et les Hollandais, les Européens ont l'habitude de ce principe colonial qui consiste à considérer les indigènes comme des sous humains, si tant est que ce soit des humains.

BOYCOTT DES INSTITUTIONS ISRAELIENNES...

Les institutions israéliennes, et particulièrement les universités, les institutions culturelles, économiques, sportives sont toutes complices. La complicité n'est pas seulement par le silence, ce n'est pas seulement qu'ils ne condamnent pas l'occupation, ce qui est un fait. Aucune université israélienne n'a jamais condamné l'occupation. Aucun syndicat d'enseignants israéliens n'a jamais condamné l'occupation ni appelé à mettre fin à cette occupation. Aucun, jamais. Le nombre total des universitaires israéliens qui a ouvertement appelé à mettre fin à l'occupation est de quelques centaines sur un nombre de 9000. Donc les universitaires israéliens sont comme tout le monde en Israël, très complices dans l'oppression. Malgré cela, le but de notre appel au boycott n'est pas les individus, il s'adresse aux institutions et c'est très important. Un boycott institutionnel appelle à boycotter les institutions à cause de leur complicité.

Les institutions culturelles et universitaires jouent un rôle extrêmement important dans la justification de tout le système de l'oppression. L'oppression n'existe pas seulement par l'intermédiaire des tanks et des avions, elle existe par de nombreux petits ambassadeurs qui sortent du pays et présentent une fausse image et qui justifient tous les crimes que les Israéliens commettent. Tout à fait récemment, les massacres israéliens à Gaza, des crimes de guerre massifs ont été commis par l'armée israélienne à Gaza, ce n'est pas seulement l'armée israélienne qui est coupable de ce massacre et des graves violations de la loi internationale, c'est tout l'establishment israélien, y compris les institutions universitaires, culturelles et autres. Pas seulement parce qu'ils n'ont rien dit contre les massacres – bien sûr ils sont restés silencieux, il n'y a pas eu de condamnation – ils les ont complètement soutenus. Ils sont apparus en soutien complet aux massacres en les justifiant "pour combattre la terreur palestinienne, c'est une riposte" et en donnant toutes les raisons possibles pour que le monde croie que c'était un type d'action qui relevait de l'autodéfense et pas un crime de guerre. Donc ils ont joué un rôle essentiel dans la justification des crimes de guerre. Bien sûr ils doivent être boycottés. Le deuxième argument est l'Afrique du Sud.

... COMME EN AFRIQUE DU SUD

Des gens qui disent maintenant que nous ne devrions pas boycotter les universités israéliennes, qu'est-ce qu'ils ont fait dans les années 80? Est-ce qu'ils n'ont pas eux-mêmes boycotté les institutions universitaires sud-africaines? En fait le boycott sud-africain était un boycott total contre toute chose et toute personne d'Afrique du Sud, pas seulement les institutions. Le boycott palestinien est contre les institutions. Les mêmes personnes qui dans les années 80 ont rejoint un boycott total contre tout ce qui était sud-africain et l'Apartheid sud-africain sont les mêmes personnes qui disent hypocritement maintenant que nous ne devrions pas boycotter Israël. C'est de l'hypocrisie, c'est deux poids deux mesures et c'est traiter Israël comme une exception.

BOYCOTT SPORTIF, ARTISTIQUE, ACADEMIQUE

C'est la même chose pour les équipes sportives, pour les groupes musicaux, il n'y a pas de différence. Ils sont complices de la justification des crimes de guerre israéliens. Ils vont en Europe et jouent de la musique, jouent des compétitions sportives comme si Israël était un Etat comme les autres et pas un Etat colonisateur, un Etat d'Apartheid. Ils aident à maintenir cette fausse image d'Israël en tant qu'Etat démocratique éclairé entouré d'une mer d'Arabes barbares. Cette image n'a pas été cultivée seulement par le ministère des affaires étrangères israéliens ou par l'armée. Elle a été principalement cultivée par les institutions culturelles, par les institutions universitaires et leurs participations dans des événements dans le monde entier. Donc bien sûr, les équipes sportives doivent être boycottées comme les équipes sportives sud-africaines l'ont été. Donc encore une fois, nous ne sommes pas en train de réinventer la roue.

L'appel palestinien au boycott a commencé en 2004-2005. Quelques années plus tard, nous avons déjà un soutien important de la part de syndicats importants, même en Europe, même au Canada et ça commence aux Etats-Unis aussi. Ce n'est pas un mouvement marginal, ça devient de plus en plus populaire, soutenu par des gens du poids comme John Burger et des artistes importants dans le monde entier soutiennent le boycott, Naomi Klein au Canada etc... C'est un mouvement qui prend de l'ampleur. En comparaison, l'appel au boycott de l'Afrique du Sud a commencé à la fin des années 50 et la société civile internationale a commencé à réagir dans les années 80. Les actions les plus importantes du boycott se sont déroulées dans les années 80. Il y a eu quelques actions pionnières du boycott dans les années 70, mais le boycott le plus important a été dans les années 80, ça a pris entre 25 et 30 ans pour que les Sud-africains voient une réaction. Nous avons vu une réaction beaucoup plus importante dans les principaux syndicats en 4 à 5 ans. Donc ça marche.

Nous espérons que la société civile partout dans le monde rejoindra la campagne BDS comme la campagne la plus efficace politiquement et moralement et par des moyens à notre portée pour qu'Israël rende des comptes, pour en finir avec l'impunité d'Israël, avec l'oppression d'Israël et pour donner une chance quelconque à un espoir de paix dans l'avenir.

Omar Barghouti

Propos recueillis par Mireille Court et Chris Den Hond, le 19 avril 2009 à Ramallah.

<http://europalestine.com/spip.php?article4150>

<http://fischer02003.over-blog.com/article-32374018.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19